

## République démocratique du Congo

Après un ralentissement de la croissance en 2009, la République démocratique du Congo (RDC) devrait connaître une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 6.1 % en 2010 impulsée principalement par le redressement des cours des matières premières. Les perspectives de croissance devraient rester de cet ordre au cours des deux prochaines années.

L'atteinte du point d'achèvement en juin 2010 devrait permettre d'améliorer les résultats obtenus dans le domaine social. La mise en œuvre des différentes réformes devrait constituer un actif pour le pays dans les années à venir.

Les partenariats avec les pays émergents (essentiellement la Chine et l'Inde) permettent à la RDC, un pays post-conflit, de diversifier les sources de financement de son programme de reconstruction.

Une reprise de l'activité économique a été observée en 2010. Le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 6.1 % en 2010 contre 2.8 % en 2009. Cette croissance a été principalement impulsée par la production minière, soutenue par le redressement des cours des matières premières, avec des effets d'entraînement sur le secteur tertiaire et la réhabilitation des infrastructures. Les principaux secteurs ayant contribué à cette croissance sont : les mines (11.8 %), le bâtiment et les travaux publics (10.1 %), ainsi que le commerce de gros et de détail (6.3 %). La croissance du pays devrait rester soutenue au cours des deux prochaines années.

Après le creusement du déficit budgétaire au cours de l'année 2009, consécutif à la crise économique, la RDC devrait voir son déficit se réduire en 2010 en raison essentiellement de l'accroissement des recettes de l'État. Cependant, le solde budgétaire devrait se dégrader en 2011 pour s'établir à environ 10 % du PIB.

La politique monétaire a été marquée en 2009 par une forte inflation (46.2 % en moyenne annuelle), puis par une désinflation en 2010 due au renforcement de la coordination des politiques monétaire et budgétaire (23.2 % en 2010). Il est prévu une nette réduction (à 9%) du niveau de l'inflation en 2011. S'agissant du taux d'intérêt directeur, il a été revu à la baisse cinq fois au cours de l'année pour atteindre la barre de 22 % en novembre 2010.

Deux éléments devraient avoir un impact significatif sur la position extérieure de la RDC avec le reste du monde : la reprise de la croissance au niveau mondial et l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE). Le déficit du compte courant devrait passer de 10.1 % à plus de 16 % du PIB entre 2009 et 2010. Il devrait se maintenir élevé en 2011 et 2012. L'atteinte du point d'achèvement en juin 2010 donne au pays l'accès à un allègement de la dette de l'ordre de 12.3 milliards USD, soit 11.1 milliards USD au titre de l'IPPTE, et 1.2 milliard USD au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

La RDC se positionne au 175<sup>e</sup> rang mondial du rapport *Doing Business*. La progression de quatre places découle principalement des réformes réalisées dans les domaines suivants : i) la création d'entreprises ; ii) l'octroi de permis de construire ; et iii) le transfert de propriété.

La Banque centrale du Congo (BCC) a réalisé des audits portant sur la qualité du portefeuille des prêts des banques commerciales et sur la nécessité de recapitaliser ou restructurer certaines banques. La dollarisation reste un phénomène important avec près de 85.7 % des dépôts en devises dans le total des dépôts des institutions bancaires. La proportion des créances litigieuses serait de près de 4.8 % des créances sur le secteur privé fin novembre 2010 contre 3.6 % fin décembre 2009.

Les processus de décentralisation et de privatisation, en cours, rencontrent des difficultés importantes. La gestion des finances publiques s'est améliorée grâce aux systèmes de mobilisation des ressources.

Le vaste réseau routier présente encore un niveau de dégradation avancée malgré des efforts enregistrés dans le cadre de la réhabilitation de ces infrastructures. La fourniture d'électricité est très loin de répondre aux besoins du pays. Néanmoins une nouvelle dynamique a été impulsée depuis la signature de l'Accord de coopération sino-congolais et la reprise des relations avec les bailleurs de fonds.

Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, le premier rapport sur l'initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) a été approuvé par le groupe multipartite en janvier 2010. En outre, plusieurs contrats miniers ont été revisités.

Le contexte politique est marqué par l'attente des différentes parties prenantes de la vie politique de l'organisation d'élections générales en 2011. Cependant, malgré les efforts fournis dans le domaine de la gouvernance, plusieurs indicateurs de perception classent la RDC en bas de liste des pays.

Dans le domaine social, des progrès ont été réalisés dans les domaines de la santé et de l'éducation, mais l'atteinte d'une grande partie des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) demeure hypothétique.

Les partenariats avec les pays émergents sont marqués par la présence de la Chine, de l'Inde, de la Corée et du Brésil. Ces partenaires sont très impliqués dans l'extraction minière, la construction, l'information et la communication, l'agriculture, le transfert de technologie et le développement social. Leur participation prend la forme de lignes de crédit pour l'Inde, de prêts préférentiels et de dons pour la Chine. Les entreprises chinoises sont les principaux opérateurs économiques impliqués dans la réalisation des marchés publics et voient aussi leur participation dans le secteur minier augmentée.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

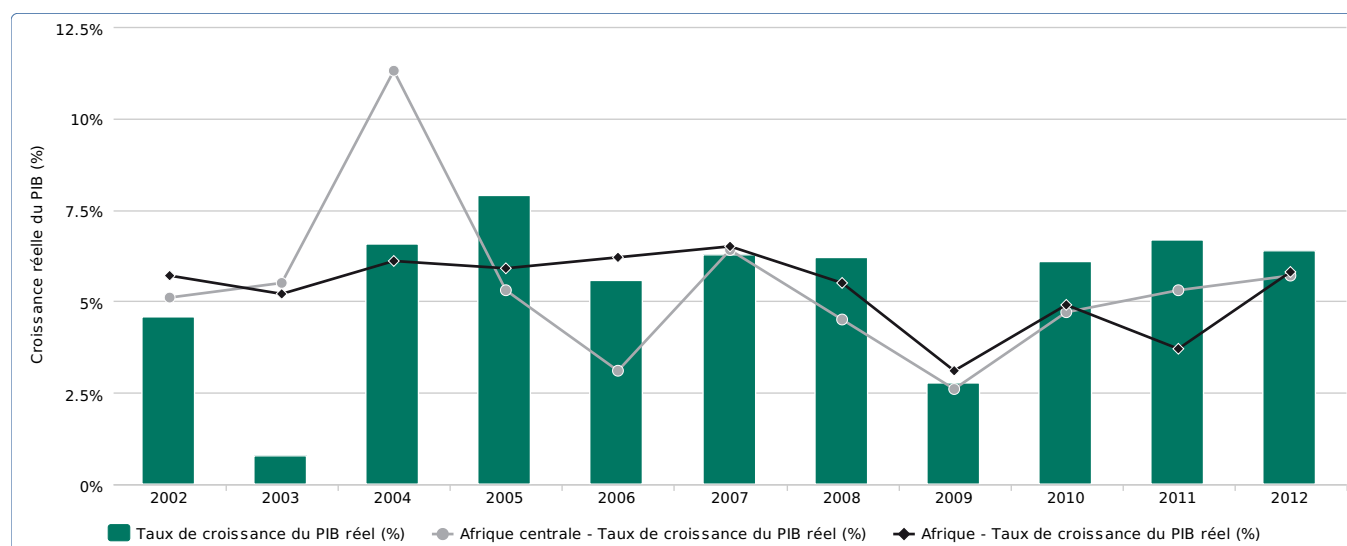
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	2.8	6.1	6.7	6.4
<b>Inflation IPC</b>	46.2	23.2	10.2	9.8
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-4.1	-0.5	-8.3	-6.6
<b>Balance courante % PIB</b>	-10.1	-15.7	-16.7	-14.3

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414174>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (C)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411818>